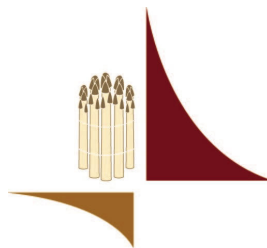


COMMUNE DE HOERDT



COMMUNE DE
Hoerdtd

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

REGLEMENT DU CIMETIERE

EDITION DEFINITIVE
CONSEIL MUNICIPAL DU 15 DECEMBRE 2011



LE MAIRE DE LA COMMUNE DE HOERDT

Vu les dispositions du Code Civil,
Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant qu'il y a lieu d'assurer le bon ordre, la décence, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique dans l'enceinte du cimetière communal,

Compte tenu de l'inexistence de chambre funéraire et de crématorium.

Compte tenu de la réalisation pour une large part de la mission de service public par les entreprises de pompes funèbres et les prestataires de services bénéficiaires d'une habilitation délivrée en application du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément à la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2011,

ARRETE

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : La Commune de Hoerd est chargée de la gestion du cimetière, sous l'autorité et la responsabilité du Maire.

La Commune de Hoerd est seule compétente sur son territoire pour les questions ayant trait au cimetière, aux inhumations, aux transports de corps, aux exhumations, à l'édification de monuments, l'entretien, l'implantation de tombes et de plantations.

Article 2 : La Commune de Hoerd est responsable de l'attribution des concessions, dans l'ordre des demandes et suivant les places disponibles.

Les emplacements concédés sont identifiés par un numéro d'identification selon la section et la rangée.

Un plan général du cimetière est affiché à l'extérieur du cimetière, de même que le règlement et les horaires d'ouverture.

Article 3 : Aucune offre de service ne peut être faite à l'intérieur du cimetière ou aux abords immédiats des portes d'entrée, aux visiteurs ou aux personnes en deuil ou à celles qui suivent le convoi.

Les expositions et ventes de fleurs, couronnes, objets funéraires sont interdites à l'intérieur du cimetière ou aux abords immédiats.

OCCUPATION DES TOMBES

Article 4 : La sépulture dans le cimetière de la Commune de Hoerd est due :

- aux personnes décédées dans la Commune de Hoerd quel que soit leur domicile,
- aux personnes domiciliées dans la Commune de Hoerd alors même qu'elles seraient décédées dans une autre commune,
- aux personnes non domiciliées dans la Commune de Hoerd titulaire d'une concession ainsi qu'à ses ayants-droit.
- aux français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la Commune de Hoerd et qui sont inscrits sur la liste électorale de la Commune.

DECLARATION DE DECES

Article 5 : Tout décès constaté sur le territoire de la Commune de Hoerd doit être déclaré sans retard à l'officier d'état civil par un parent ou par toute personne possédant les renseignements les plus précis et les plus exacts possibles sur l'état civil du défunt, conformément à l'article 78 du Code Civil.



Le déclarant doit présenter le certificat du médecin ayant constaté le décès conformément à l'article L 2223-42 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cadre de l'inhumation des fœtus et des enfants sans vie, lorsqu'un acte de décès a été établi, le devenir du corps de l'enfant est encadré par l'ensemble des dispositions de la législation funéraire, qu'il s'agisse du transport de corps, de la mise en bière, de l'inhumation ou de la crémation. Les funérailles doivent obligatoirement avoir lieu.

Si la famille souhaite procéder aux funérailles de l'enfant pour lequel a été dressé un acte d'enfant sans vie, il lui est possible de choisir entre l'inhumation et la crémation du corps.

INHUMATIONS

Article 6 : Aucune inhumation ou mise en bière ne peut avoir lieu dans le cimetière sans qu'il n'ait été établi d'autorisation de fermeture définitive du cercueil par l'officier d'état civil du lieu du décès et sans qu'il n'ait été établi d'autorisation préalable du Maire de la Commune de Hoerd délivrée par les services de la Commune ou par l'autorité judiciaire en cas de problème médico-légal ou au cas où une enquête est en cours.

Article 7 : Aucune inhumation ou mise en bière ne peut se faire avant l'expiration d'un délai de 24 heures.

Article 8 : La famille du défunt choisit librement l'entreprise de pompes funèbres qui doit être titulaire de l'habilitation prévue à l'article L 2223-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle doit présenter directement ou par l'intermédiaire d'une entreprise mandataire, tout document permettant le cas échéant de situer et d'identifier la concession dont l'ouverture doit être effectuée.

Article 9 : Les ouvertures et fermetures de tombes sont effectuées par le personnel des entreprises de pompes funèbres titulaires de l'habilitation.

Les entreprises de pompes funèbres doivent notamment veiller au respect des prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Sitôt l'inhumation terminée, les fosses doivent être immédiatement remplies de terre bien foulée.

Article 10 : En cas d'inhumation dans une concession dont le titulaire est décédé, le représentant de la famille doit souscrire une déclaration où il indique son nom et son adresse, ceux de la personne décédée et ceux de l'entreprise de pompes funèbres habilitée chargée d'exécuter les travaux nécessaires. Il doit s'engager, en outre, à garantir la Commune de Hoerd contre toute réclamation qui pourrait survenir à l'occasion de l'inhumation à opérer.

Article 11 : Les travaux de creusement de tombe ou d'emplacement d'urne cinéraire doivent être terminés au minimum deux heures avant l'horaire fixé pour l'inhumation.

Article 12 : Les inhumations sont effectuées soit dans des terrains communs ou non concédés, soit dans des fosses ou sépultures particulières concédées.

Elles peuvent avoir lieu tous les jours de la semaine excepté les jours fériés, dimanche et jours de fête, sauf cas d'épidémies ou maladies contagieuses, calamités, catastrophes, événements exceptionnels ou réquisition par le Préfet.

INHUMATION EN TERRAINS COMMUNS

Article 13 : Les inhumations sont effectuées dans des fosses séparées à la suite les unes des autres aux emplacements désignés par le Maire.

Article 14 : Après l'expiration du délai de rotation de 10 ans, les tombes les plus anciennes des terrains communs sont reprises par la Commune pour de nouvelles sépultures. Les restes humains sont exhumés et les cendres et autres ossements sont déposés dans l'ossuaire prévu à cet effet.



Aucune fondation, aucun scellement, ne peuvent être effectués sur un terrain commun non concédé. Aucun monument ne peut y être édifié. Il n'y sera déposé que des signes funéraires dont l'enlèvement pourra facilement être effectué lors de la reprise du terrain.

La famille, lorsqu'elle est connue, est informée préalablement de la mesure.

Le Maire avise les familles intéressées et les met en demeure d'enlever les monuments en matériaux légers et signes funéraires placés sur la tombe à leur frais, dans un délai de 6 mois.

A défaut, il est procédé d'office à l'enlèvement desdits monuments et signes funéraires qui deviennent propriété de la Commune de Hoerd un an et un jour après la reprise, les frais d'enlèvement étant à la charge de la famille.

INHUMATIONS EN TERRAINS CONCEDES

Article 15 : Des terrains peuvent être concédés à compter de l'inhumation aux personnes ayant droit à une sépulture dans le cimetière communal pour une durée de 15 ans.

Si un terrain est concédé lors d'une première inhumation, la concession ne prend effet qu'à partir de l'expiration d'un délai de rotation ou droit de repos de 10 ans. Un titre de concession est alors délivré au requérant par les services de la Commune.

Article 16 : Les concessions ne constituent pas un acte de vente et n'emportent par conséquent pas un droit de propriété en faveur du concessionnaire, mais uniquement un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale en faveur du titulaire de la concession et de sa famille.

Article 17 : A l'expiration de leur durée, les concessions peuvent être renouvelées au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

Les demandes de renouvellement ne sont en principe reçues que pendant la dernière année de la période en cours, ou au plus tard dans les 2 années qui suivent l'expiration, avec effet à la date d'expiration.

Article 18 : Lorsque la concession est expirée, le Maire en avise les survivants connus et demande l'apposition d'une pancarte d'information précisant la date de l'expiration de la concession sur la tombe pendant 6 mois.

A défaut de renouvellement, le terrain est repris par la Commune de Hoerd soit 2 ans après la date d'expiration de la concession, soit après l'expiration du délai de rotation ou droit de repos de la dernière inhumation.

Article 19 : Si la concession n'est pas renouvelée, les familles sont invitées à reprendre les monuments, signes funéraires et autres objets placés sur la tombe.

Faute d'enlèvement après un deuxième avis et au plus tard dans les 2 ans qui suivent l'expiration de la concession, les monuments, signes funéraires et autres objets sont enlevés par la Commune de Hoerd qui en dispose conformément à la réglementation en vigueur, les frais d'enlèvement étant à la charge de la famille.

Article 20 : Si plusieurs personnes d'une même famille formulent en même temps la demande d'obtention d'une concession, il est convenu que le parent le plus proche du défunt aura la priorité sur toutes les autres.

Article 21 : La concession passe avec tous les droits et obligations à la personne en faveur de laquelle une disposition testamentaire juridiquement valide a été prise en cas de décès du titulaire de la concession non expirée.

A défaut d'une telle disposition testamentaire, la concession revient de droit à la famille du défunt.

Lorsqu'une contestation survient au sujet d'une concession, un sursis à inhumation est notifié jusqu'à ce que le litige ait été tranché si nécessaire par les tribunaux.



TRANSPORT DE CORPS

Article 22 : Pour les décès ayant fait l'objet d'une enquête, le transfert ne peut être effectué qu'après production du permis délivré par l'autorité chargée de l'enquête.

Article 23 : L'autorisation de transport fait l'objet d'une simple déclaration écrite, préalable à tout transfert de corps, au départ de la commune de Hoerd, à destination d'une autre commune.

Cette déclaration est établie soit par la personne qui pourvoit aux funérailles laquelle justifie de son état civil et de son domicile, soit par l'entreprise de pompes funèbres mandatée par la famille du défunt. Elle est déposée, avant le transport, accompagnée des pièces justificatives directement en mairie durant les heures d'ouverture au public.

La déclaration préalable au transport doit indiquer notamment :

- la date et l'heure présumée de l'opération,
- le nom et l'adresse de l'opérateur dûment habilité qui procède à celle-ci,
- le lieu de départ,
- le lieu d'arrivée du corps.

En cas de fermeture de la mairie, la déclaration de transport et le certificat de décès doivent être transmis par tout moyen au service de l'état civil de la commune de Hoerd.

Les démarches de déclaration et d'enregistrement du décès doivent être accomplies dès l'ouverture de la mairie.

Une copie de la déclaration est à adresser au Maire de la commune d'arrivée.

Article 24 : Lorsque le transport de corps s'effectue d'une autre localité au cimetière de la Commune de Hoerd, le corps est conduit au cimetière désigné seulement après avoir obtenu l'autorisation du Maire de la commune du lieu de fermeture du cercueil.

REPRISE DES TOMBES

Article 25 : Le délai de reprise des tombes est fixé uniformément à 10 ans à l'exception du columbarium et du jardin du souvenir.

Article 26 : Si le terrain est concédé lors d'une première inhumation, la concession ne prend effet qu'à partir du premier jour du mois suivant l'expiration du délai de rotation ou droit de repos.

DISPOSITIONS COMMUNES

Article 27 : Les fosses destinées à recevoir les cercueils ne peuvent être creusées que par les fossoyeurs agréés par arrêté préfectoral, munis d'une autorisation de travail.

Article 28 : Un terrain de 2 m² est réservé à chaque corps de défunt (1 x 2 mètres – profondeur 1,50 mètre et 2 mètres pour une superposition).

En l'absence d'acte de décès et d'acte d'enfant sans vie, s'applique normalement au fœtus la réglementation relative aux déchets hospitaliers et, plus précisément, les textes relatifs à l'élimination des pièces anatomiques aisément identifiables par un non spécialiste.

Les cendres issues de l'incinération peuvent être dispersées dans le jardin du souvenir.

Article 29 : Les sépultures sont séparées les unes des autres par un espace libre (environ 0,30 mètre).

Les rangées de sépultures sont séparées par une petite allée.

Les passages ainsi établis entre les tombes, pour en faciliter l'accès, font partie du domaine public communal.



EXHUMATIONS

Article 30 : Les exhumations ne peuvent avoir lieu qu'après autorisation du Maire et en présence de tout agent désigné par le Maire.

Article 31 : Aucune exhumation, sauf celle ordonnée par l'autorité judiciaire ou à la demande de la Sécurité Sociale, ne peut avoir lieu sans autorisation du Maire.

La demande d'autorisation doit être formulée par le plus proche parent du défunt. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation du Maire ne pourra être délivrée qu'après décision de l'autorité judiciaire.

Article 32 : Les entreprises habilitées, chargées des exhumations, doivent impérativement se soumettre aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur, notamment en matière d'hygiène et de salubrité publiques.

Les familles doivent préalablement enlever les signes funéraires et monuments. L'opération d'exhumation ne peut avoir lieu que dès lors que le monument aura été complètement démonté dûment justifié par déclaration de l'entreprise chargée de l'exhumation.

Article 33 : Les exhumations autorisées par le Maire doivent être effectuées impérativement et exclusivement le matin aux heures fixées par le Maire, en présence des personnes ayant la qualité pour y assister. Toute exhumation devra prendre fin à 9 heures.

Les restes des personnes exhumées sont recueillis dans les reliquaires ou boîtes à ossements ou cercueils de réduction. Le Maire est en droit de faire procéder à la crémation des restes exhumés, en cas d'accord de la famille ou du plus proche parent du défunt.

La Commune de Hoerdtd prend en charge les frais générés par les opérations suivantes : exhumation, transport, crémation de restes des personnes concernées en cas de reprise.

Article 34 : Dans le cas où une exhumation est effectuée pour un changement de place, la réinhumation sera faite sans délai.

ENTRETIEN DES TOMBES

Article 35 : Les tombes doivent être maintenues en bon état de propreté et les pierres tombales tombées ou brisées doivent être remises en état dans les plus brefs délais.

Article 36 : Les familles des défunts se chargent de l'entretien et de la décoration des tombes. Toute plantation ou occupation des espaces situés entre les tombes et dans les chemins est prohibée.

Les tombes ne doivent pas être ornées de plantes dont les fruits sont comestibles ou qui peuvent nuire aux plantations avoisinantes.

La Commune de Hoerdtd se réserve le droit de demander la suppression des plantes sur les tombes dès lors qu'elles ne cadrent pas avec l'aspect général du cimetière ou qu'elles débordent du terrain concédé ou bien encore qu'elles dépassent 1,5 mètre de hauteur.

Article 37 : Les fleurs fanées ou détériorées, les détritrus, vieilles couronnes et autres débris doivent être déposés à l'emplacement réservé à cet effet.

Article 38 : Tout dépôt de terre ou de matériaux est interdit dans les allées ou sur les sépultures.

Il est expressément requis de respecter les consignes en matière de gestion des déchets et de tri sélectif.

Article 39 : Les monuments démontés à l'occasion d'inhumations ou de travaux devront être emportés hors du cimetière par les entreprises de pompes funèbres chargées de l'exécution de ces travaux.

Tout monument non repris pourra être évacué aux frais de l'entreprise de pompes funèbres chargée des travaux, après injonction de la Commune de Hoerdtd.



Article 40 : La Commune de Hoerdtd se réserve le droit de remettre une tombe en l'état aux frais du concessionnaire ou de ses ayants-droit, dès lors que son entretien est négligé de façon continue et que le concessionnaire ou ses ayants-droit ont été sommés d'y remédier sans qu'il y ait eu d'amélioration.

La Commune de Hoerdtd est en droit de reprendre la tombe selon les dispositions contenues dans le Code Général des Collectivités Territoriales.

La Commune de Hoerdtd se charge des travaux courants d'entretien du cimetière.

Article 41 : La pose de bancs de repos, de chaises ou de tout autre artifice près des tombes est strictement interdite.

Il est interdit d'encombrer les allées, les entre-tombes et les espaces verts de quelque façon que ce soit par des monuments funéraires, entreposage de matériels, dépôt de terre, gerbes, plantations, etc.

Les portes-couronne sont à disposer de façon à ne pas gêner l'entretien et l'accès des tombes avoisinantes.

MONUMENTS ET SIGNES FUNERAIRES

Article 42 : Des pierres tubulaires, des croix ou autres signes funéraires peuvent être placés sur les tombes, mais non autour de celles-ci.

Les familles peuvent élever un monument funéraire sur les tombes qui leur sont attribuées. Elles disposent de la liberté de choix de l'entreprise pour l'exécution des travaux.

L'érection de monument funéraire et d'encadrement ainsi que l'apposition d'inscriptions sont soumises à autorisation préalable du Maire, à l'exception des croix et tablettes en bois qui ne portent que le nom, les années de naissance et de décès du défunt.

Cette autorisation préalable est présentée en deux exemplaires à la Commune de Hoerdtd. Elle mentionne l'identification de la concession, les coordonnées du demandeur et de l'entreprise chargée des travaux qui y apposent conjointement leur signature, ainsi que le ou les croquis y afférents.

Article 43 : Aucune autre inscription que les noms, prénoms et date et lieu de naissance et de décès ne peut être mentionnée sur les pierres tombales et autre monument funéraire, sans avoir été au préalable soumise à l'approbation du Maire.

Article 44 : Les monuments et croix élevés sur les sépultures ne peuvent avoir une dimension supérieure à 1,5 mètre et en tout état de cause ils ne doivent pas dépasser les limites du terrain concédé.

Les pierres utilisées pour les monuments doivent être apportées sciées et polies.

COLUMBARIUM

Article 45 : Le columbarium est divisé en cases destinées uniquement à recevoir des urnes cinéraires comportant les cendres des défunts.

Article 46 : Les cases sont réservées aux cendres des défunts :

- décédés dans la Commune de Hoerdtd,
- domiciliés dans la Commune de Hoerdtd alors même qu'ils sont décédés dans une autre commune,
- non domiciliés dans la Commune de Hoerdtd mais qui ont droit à une sépulture de famille,
- tributaires de l'impôt foncier,
- français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune de Hoerdtd et qui sont inscrits sur la liste électorale de la commune.

Article 47 : Chaque case peut recevoir jusqu'à 3 urnes cinéraires maximum.

En cas d'inadaptation de l'urne avec la case, il ne pourra être fait aucune modification à cette dernière.



Article 48 : Les cases sont concédées pour une période de 15 ans au moment du décès.

Article 49 : Les tarifs pour concessions sont fixés par délibération du Conseil Municipal.

Article 50 : A l'expiration de la période de concession, celle-ci peut être renouvelée par le concessionnaire suivant le tarif en vigueur, sachant que l'occupant bénéficie d'une priorité de reconduction de la concession durant les deux mois suivants le terme de sa concession.

Article 51 : En cas de non-renouvellement de la concession dans un délai de deux mois suivant la date d'expiration, la case sera reprise par la Commune dans les mêmes conditions que pour les concessions de terrains. Les cendres seront alors dispersées dans le jardin du souvenir.

Les urnes sont tenues à la disposition de la famille pendant un an et un jour. Elles sont ensuite détruites, de même que les plaques.

Article 52 : Tout dépôt, déplacement ou retrait d'urne ne peut être fait qu'après avoir obtenu l'accord de la Commune de Hoerdtd sur demande écrite.

Les urnes ne peuvent être déplacées du columbarium avant l'expiration de la concession sans l'autorisation spéciale du Maire.

Cette autorisation est demandée obligatoirement par écrit soit :

- en vue d'une restitution définitive à la famille,
- pour une dispersion au jardin du souvenir,
- pour un transfert dans une autre concession.

La Commune de Hoerdtd reprend de plein droit et gratuitement la case redevenue libre avant la date d'expiration de la concession.

Les urnes qui y étaient déposées seront retirées et conservées durant une période de 2 mois au cours de laquelle elles pourront être restituées aux familles qui en font la demande. Passé ce délai, si aucune famille ne s'est manifestée, les cendres sont dispersées dans le jardin du souvenir.

La dispersion ou l'enfouissement des cendres doit être effectuée par les entreprises de pompes funèbres titulaires de l'habilitation. Elle ne peut être réalisée qu'à l'emplacement indiqué préalablement par la Commune de Hoerdtd.

Article 53 : L'identification des personnes inhumées au columbarium se fait par apposition sur le couvercle de fermeture de plaques normalisées et identiques fournies par la Commune de Hoerdtd. Ces plaques comportent les noms et les prénoms du ou des défunts ainsi que les dates de naissance et de décès.

Les plaques sont gravées par l'entreprise retenue par la famille selon la normalisation établie par la commune de Hoerdtd.

Article 54 : Les opérations nécessaires à l'utilisation du columbarium, à savoir l'ouverture, la fermeture des cases, le scellement et la fixation des couvercles et plaques, seront réalisées par l'entreprise de pompes funèbres choisie par la famille.

Article 55 : L'ensemble des opérations est à la charge de la famille et le paiement de la concession s'effectuera à la date de sa prise en charge.

Article 56 : Les cases répertoriées à la Mairie seront affectées aux familles dans l'ordre de numérotation croissante.

Article 57 : Le dépôt de plantes, d'objets ou d'ornements funéraires est limité à la case concédée du columbarium. Aucun objet ne pourra y être scellé ou fixé. Les agents de la Commune de Hoerdtd sont autorisés à ôter tout objet susceptible d'altérer le monument.

Les fleurs naturelles, en pot, bouquet ou en vase sont tolérées aux époques commémoratives ainsi qu'à la Toussaint.



JARDIN DU SOUVENIR

Article 58 : Les cendres des défunts peuvent être dispersées au jardin du souvenir à la demande de la famille après que celle-ci ait adressé une déclaration préalable à la Commune de Hoerd indiquant la date où il sera procédé à la dispersion des cendres.

La dispersion ou l'enfouissement des cendres est assurée par les entreprises de pompes funèbres habilitées. Elle ne peut être réalisée qu'à l'emplacement indiqué par la Commune de Hoerd, si bien qu'il est interdit de disperser les cendres ailleurs que dans le lieu spécialement affecté à cet effet.

Article 59 : La cérémonie se déroule obligatoirement en présence d'un représentant de la famille et d'un agent communal après autorisation délivrée par le Maire.

Article 60 : Le jardin du souvenir est accessible aux défunts :

- décédés dans la Commune de Hoerd,
- domiciliés dans la Commune de Hoerd alors même qu'ils sont décédés dans une autre commune,
- non domiciliés dans la Commune de Hoerd mais qui ont droit à une sépulture de famille,
- tributaires de l'impôt foncier,
- français établis hors de France n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune de Hoerd et qui sont inscrits sur la liste électorale de la commune.

Article 61 : Chaque dispersion est inscrite sur un registre tenu par la Commune de Hoerd.

Article 62 : Seuls les bouquets de fleurs naturelles peuvent y être déposés, lors de l'inhumation des cendres ou à certaines occasions de l'année (Toussaint, date anniversaire...) à l'exclusion de tout autre objet d'ornementation. Tout ornement et autres attributs funéraires sont, par ailleurs, prohibés sur les bordures et la pelouse du jardin du souvenir à l'exception du jour de la dispersion des cendres. Les objets déposés en contravention du présent article seront retirés par la Commune de Hoerd et laissés à la disposition des familles.

SURVEILLANCE

Article 63 : La surveillance du cimetière ainsi que le contrôle des opérations funéraires réalisées par le personnel des entreprises titulaires de l'habilitation prévue au Code Général des Collectivités Territoriales sont assurés par les agents communaux désignés par le Maire, lesquels ont pour obligation de signaler toute anomalie.

Article 64 : Tout acte contraire au respect dû aux lieux ou pouvant blesser les sentiments des visiteurs est strictement défendu.

Toute personne entrant dans le cimetière doit s'y comporter avec la décence et le respect que commande la destination des lieux.

L'entrée au cimetière est interdite à toute personne en état d'ébriété, à toutes celles dont la tenue vestimentaire serait irrespectueuse au regard de la dignité requise dans un cimetière et aux enfants de moins de 12 ans non accompagnés d'un adulte, ainsi qu'aux animaux domestiques, à l'exception des chiens-guides pour personnes mal-voyantes.

Article 65 : Toute réunion qui ne constitue pas une cérémonie funèbre est rigoureusement et strictement interdite dans l'enceinte du cimetière.

Article 66 : Il est strictement interdit de pénétrer dans l'enceinte du cimetière avec un véhicule à moteur ou à bicyclette, à l'exception des véhicules destinés au transport des personnes défuntes, aux véhicules des services municipaux et de police ainsi qu'aux véhicules utilisés pour amener ou évacuer les matériaux destinés aux travaux, ainsi qu'aux personnes âgées ou à mobilité réduite qui sont dans l'obligation d'utiliser un engin motorisé.



Article 67 : Toute activité qui porte atteinte à la destination, au respect ou à la tranquillité des lieux est strictement interdite.

Il est notamment interdit :

- de se livrer à toute manifestation bruyante à l'intérieur ou à l'extérieur du cimetière,
- d'escalader les clôtures et grilles de clôture du cimetière,
- d'escalader les monuments funéraires ou bien encore les tombes,
- de marcher sur les sépultures ou fouler les terrains servant de sépulture,
- de monter, lors d'une inhumation, sur les buttes de terre provenant d'une fosse,
- de monter sur les arbres ou s'asseoir sur les pelouses,
- de couper, arracher ou détériorer les arbres, plantations ou fleurs,
- d'emporter des plantes, vases, jardinières ou autres objets,
- d'enlever, déplacer ou toucher les objets déposés sur les tombes,
- d'écrire ou d'inscrire aucun signe sur les monuments,
- de dégrader les tombes ou objets consacrés à la sépulture ou à leur ornementation,
- de s'y livrer sans autorisation préalable, à des opérations photographiques ou vidéo et généralement de commettre aucun acte contraire au respect dû à la mémoire des morts.

Article 68 : Les travaux professionnels des marbriers et des horticulteurs sont permis pendant les jours ouvrés, après avoir obtenu une autorisation de travail du Maire.

Après avoir obtenu l'autorisation, l'entrepreneur préviendra le Maire ou son représentant du début des travaux, de chaque phase de travaux (état des lieux, démontage, protection, creusement, comblement, remise en état, remontage).

Un état des lieux contradictoire est obligatoirement effectué en présence du Maire ou de son représentant avant et après les travaux.

Dans le cas où malgré les indications et injonctions, la superficie concédée ne serait pas respectée, le Maire peut faire suspendre immédiatement les travaux. Ces derniers ne pourront être poursuivis que lorsque le terrain usurpé aura été restitué.

Le cas échéant, la démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise d'office par la Commune de Hoerdt aux frais et risques du prestataire.

Tout matériel, dépôt de terre, revêtement ou autre objet quelconque ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès achèvement, lequel procédera à la réparation des dégradations commises.

Aucun dépôt ne sera toléré. L'entrepreneur sera tenu responsable des accidents qui pourraient survenir du fait de sa négligence, imprévoyance ou défaut de soins.

Les entreprises de pompes funèbres et autres fossoyeurs doivent impérativement et immédiatement déposer la terre dans des sacs plastiques qu'ils entreposeront dans un lieu prévu à cette effet.

Les travaux sont interdits, sauf urgence, les samedis, dimanches, jours fériés et veille du 1er novembre et de la Toussaint.

RESPONSABILITE

Article 69 : La Commune de Hoerdt décline toute responsabilité au sujet des vols qui peuvent être commis dans l'enceinte du cimetière au préjudice des familles.

La Commune de Hoerdt décline toute responsabilité en cas d'avaries, de dégradations ou de dégâts de toute nature causés par des tiers aux ouvrages et signes funéraires, de même qu'en cas de dégâts subis par les ouvrages et signes funéraires du fait d'éléments naturels.

Article 70 : Les concessionnaires ou leurs ayants droit sont responsables des dégâts que pourraient occasionner leurs monuments ou plantations.



TARIFS, DROITS ET TAXES

Article 71 : Les tarifs, droits et taxes sont fixés par le Conseil Municipal.

Ils sont payables à l'avance conformément au tarif en vigueur au moment de la signature de la convention.

HORAIRES D'OUVERTURE

Article 72 : Le cimetière de la Commune de Hoerdtd est ouvert au public tous les jours, selon les horaires affichés au cimetière.

Article 73 : L'accès au cimetière est strictement interdit aux personnes étrangères au service en dehors des heures d'ouverture au public.

EXECUTION

Article 74 : Le présent règlement qui abroge les précédents règlements entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Article 75 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Hoerdtd, Monsieur le responsable des services techniques de la Commune de Hoerdtd, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent règlement.

Fait à Hoerdtd le 1^{er} janvier 2012

Le Maire

Denis RIEDINGER